



Rapport financier semestriel

30 juin 2017

ID LOGISTICS GROUP

Société anonyme au capital de 2 798 440,50 €

Siège social : 410, route du Moulin de Losque - 84300 Cavailon

RCS AVIGNON 439 418 922

Table des matières

1	PERSONNE RESPONSABLE	3
1.1	RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
1.2	ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	3
2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	4
3	ETATS FINANCIERS RESUMES	9
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	21

1 PERSONNE RESPONSABLE

1.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Monsieur Eric Hémar, Président Directeur Général d'ID Logistics Group.

1.2 ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des risques principaux et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Cavaillon, le 11 septembre 2017

Eric Hémar
Président Directeur Général

2 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le lecteur est invité à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2017 tels qu'ils figurent au chapitre 3 « Etats financiers résumés » du Rapport financier semestriel.

Les chiffres indiqués en millions d'euros dans les tableaux et les analyses figurant dans ce chapitre ont été arrondis. Par conséquent, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres arrondis séparément. De même, la somme des pourcentages calculés à partir de chiffres arrondis, ne correspond pas forcément à 100%.

En complément des indicateurs financiers directement lisibles dans les états financiers consolidés, le Groupe utilise certains indicateurs alternatifs de performance :

- EBITDA : Résultat opérationnel courant avant dotations nettes aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles
- Dette financière nette : Dette financière brute augmentée des découverts bancaires et diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie
- Gearing : Ratio de la Dette financière nette rapportée aux Capitaux Propres de l'ensemble consolidé

2.1 Faits marquants du premier semestre

Le premier semestre 2017 n'a pas connu de fait marquant ou de variation significative de périmètre.

2.2 Compte de résultat consolidé

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2017	30/06/2016
Chiffre d'affaires	658,3	460,9
Achats et charges externes	(365,0)	(240,5)
Charges de personnel	(265,3)	(194,9)
Impôts et taxes	(7,4)	(6,9)
Autres produits (charges) courants	0,5	0,4
(Dotations) reprises nettes aux provisions	2,3	5,8
Dotations nettes aux amortissements	(13,6)	(10,5)
Résultat opérationnel courant avant amortissement des relations clientèles acquises	9,8	14,5
Amortissement des relations clientèles acquises	(0,6)	(0,3)
Charges non courantes	(3,2)	-
Résultat opérationnel	5,9	14,2
Résultat financier	(2,6)	(2,8)
Impôt sur le résultat	(2,7)	(4,8)
Quote-part de résultats des entreprises associées	0,1	(0,0)
Résultat net de l'ensemble consolidé	0,7	6,5
Dont part des intérêts minoritaires	0,8	0,4
Dont part du groupe	(0,1)	6,1

Au 30 juin 2017, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 658,3 M€, en hausse de 42,8% par rapport à 2016. A périmètre et taux de change comparables, la hausse est de 12,6%. Le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2017	30/06/2016
France	309,6	277,6
International	348,7	183,3
Total chiffre d'affaires	658,3	460,9

En France, le chiffre d'affaires s'établit à 309,6 M€ en progression de +11,5% par rapport au premier semestre 2016. Cette performance est essentiellement tirée par l'effet année pleine des nombreux dossiers démarrés en 2016, tout en bénéficiant d'un effet prix-volume positif sur les dossiers existants.

A l'international, le chiffre d'affaires s'établit à 348,7 M€ en hausse de +90,2% par rapport au premier semestre 2016. Retraitée d'un effet de change favorable, et de l'intégration de Logiters acquise au 1^{er} septembre 2016, la croissance organique est de +14,2%. Comme pour la France, l'essentiel de cette croissance provient de l'effet année pleine des dossiers démarrés en 2016.

Les achats et charges externes ont représenté 365,0 M€ sur les six premiers mois de 2017 à comparer à 240,5 M€ sur la même période en 2016. Ils augmentent à 55,4% du chiffre d'affaires contre 52,2%. Cette hausse est pour l'essentiel due à un recours plus important au personnel intérimaire dans le cadre des nombreux démarrages de nouveaux dossiers depuis le deuxième semestre 2016. Elle est aussi due à l'intégration de Logiters depuis le 1^{er} septembre 2016 qui, en proportion de son chiffre d'affaires, a plus recours à l'achat de sous-traitance que le périmètre historique, notamment pour son réseau de distribution.

Les charges de personnel s'élèvent à 265,3 M€ au 30 juin 2017 contre 194,9 M€ au 30 juin 2016. Elles représentent 40,3% du chiffre d'affaires du premier semestre 2017 à comparer à 42,3% en 2016. Comme indiqué plus haut, cette baisse en proportion du chiffre d'affaires est le pendant d'un recours plus élevé à l'interim pour les nouveaux dossiers démarrés depuis 2016 ou pour les activités de Logiters, plutôt qu'à du personnel en propre.

Les impôts et taxes représentent désormais 1,1% du chiffre d'affaires du premier semestre 2017 contre 1,5% du premier semestre 2016, en ligne avec la baisse de la part de la France dans les activités et la vente d'un entrepôt fin 2016, réduisant d'autant les taxes associées.

Comme au premier semestre 2016, les autres produits et charges restent proches de l'équilibre au 30 juin 2017.

Les reprises nettes de provisions correspondent pour l'essentiel à des consommations pour lesquelles la charge est comptabilisée en achats et charges externes ou en charges de personnel.

Les amortissements représentent 2,1% du chiffre d'affaires au premier semestre 2017 à comparer à 2,3% du chiffre d'affaires au premier semestre 2016. Cette baisse est due à des niveaux d'investissements opérationnels qui augmentent moins vite que l'activité ainsi qu'à la vente fin 2016 d'un entrepôt.

Compte tenu de ces variations, les marges opérationnelles courantes avant amortissement des relations clientèles ont évolué comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2017	30/06/2016
France	7,0	14,6
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>2,3%</i>	<i>5,3%</i>
International	2,8	(0,2)
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>0,8%</i>	<i>-0,1%</i>
Total	9,8	14,5
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>1,5%</i>	<i>3,1%</i>

Le résultat opérationnel courant avant amortissement des relations clientèles ressort au 30 juin 2017 à +9,8 M€, soit une marge opérationnelle de 1,5% en baisse par rapport au 30 juin 2016.

- Dans la suite du second semestre 2016, la marge opérationnelle en France a continué à être impactée par les coûts de démarrage des nombreux nouveaux dossiers démarrés depuis mi-2016 et début 2017. Elle supporte aussi les coûts liés au renforcement du management France avec la création d'une Direction Générale dédiée à l'automne 2016. Enfin, l'activité en France ne bénéficie plus de la marge liée à la location de l'entrepôt de Brebières, cédé fin 2016.
- A l'international, la marge opérationnelle subit la même pression liée aux démarrages de 2016 que la France. En revanche, elle est compensée par la contribution de Logiters, entrée en périmètre depuis le 1^{er} septembre et par l'amélioration du Brésil et du périmètre historique espagnol.

Les dotations aux amortissements des relations clientèles augmentent en ligne avec la hausse des relations clientèles immobilisées à la suite de l'acquisition de Logiters en septembre 2016.

Les charges non courantes comprennent au premier semestre 2017 des coûts de licenciements dans le cadre de l'intégration de Logiters et de la rationalisation des coûts de structure sur la péninsule ibérique.

Le résultat financier est une charge nette de 2,6 M€ sur les six premiers mois 2017, stable par rapport à la même période en 2016 (2,8 M€). La charge nette de financement s'élève à 2,2 M€ en 2017 à comparer à 2,3 M€ en 2016. Les autres éléments du résultat financier sont principalement constitués des charges nettes liées aux instruments de couverture de taux d'intérêt et aux effets d'actualisation (notamment les engagements retraite). Ils restent stables par rapport à 2016.

La ligne impôt comprend une charge de contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de 2,5 M€ au 30 juin 2017, en légère hausse par rapport à la charge de 2,4 M€ au 30 juin 2016. Hors CVAE, au 30 juin 2017, l'impôt sur les résultats est une charge de 0,2 M€ calculée sur la base d'un taux effectif d'impôt pour le Groupe de 25%, contre 27% au 30 juin 2016.

Comme au 30 juin 2016, la quote-part de résultats des entreprises associées est proche de zéro au 30 juin 2017.

Compte tenu des éléments ci-dessus, le résultat net de l'ensemble consolidé est un bénéfice de 0,7 M€ pour le premier semestre 2017, en baisse par rapport au bénéfice net de 6,5 M€ pour le premier semestre 2016.

2.3 Flux de trésorerie consolidés

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2017	30/06/2016
Résultat net	0,7	6,5
Dotations nettes aux amortissements et provisions	13,5	5,5
Plus ou moins value sur cession d'actif	(0,4)	(0,1)
Charges d'impôts nettes des impôts versés	(1,2)	2,5
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	2,2	2,3
Variation de la juste valeur des instruments financiers	-	(0,2)
Quote-part de résultat non distribué entreprises associées	(0,1)	(0,0)
Variation du besoin en fonds de roulement	(3,7)	(24,2)
Flux net de trésorerie généré (consommé) par l'activité	11,0	(7,7)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(14,8)	(6,8)
Emissions (remboursements) nets d'emprunts	(8,3)	(14,3)
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	(2,2)	(2,3)
Opérations sur actions propres	(0,2)	0,1
Augmentation de capital	0,4	0,1
Distribution de dividendes à des minoritaires	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(10,3)	(16,3)
Effet de change	(1,0)	0,1
Variation de trésorerie courante nette	(15,1)	(30,7)
Trésorerie courante nette à l'ouverture	89,0	69,7
Trésorerie courante nette à la clôture	73,9	39,0

Flux net de trésorerie généré par l'activité

Le flux net de trésorerie généré par l'activité est de 11,0 M€ sur le premier semestre 2017, à comparer à une consommation de 7,7 M€ au premier semestre 2016.

- Avant variation du besoin en fonds de roulement, l'activité a généré 14,7 M€ sur le premier semestre 2017, à comparer à 16,5 M€ sur la même période en 2016, en ligne avec la variation du résultat opérationnel avant amortissements.
- La variation du besoin en fonds de roulement a représenté une consommation de 3,7 M€ de trésorerie sur les six premiers mois de 2017 contre une consommation de 24,2 M€ sur la même période 2016.
 - La part exploitation du besoin en fonds de roulement (stocks, clients et fournisseurs) représente un besoin qui a augmenté de 9,2 M€ sur le premier semestre 2017 contre une augmentation de 35,2 M€ sur le premier semestre 2016. La part exploitation du besoin en fonds de roulement est ainsi revenue à 10 jours de chiffre d'affaires au 30 juin 2017 après être montée à 17 jours au 30 juin 2016. Cette amélioration est notamment due à la réduction de 5 jours du délai de règlement clients par rapport au 30 juin 2016 avec une meilleure campagne d'encaissement au 30 juin 2017 que celle du 30 juin 2016, notamment en France.
 - La part hors exploitation du besoin en fonds de roulement (autres créances, autres dettes et dettes fiscales et sociales) représente une ressource qui a augmenté de 5,5 M€ au premier semestre 2017 à comparer à une augmentation de 11,0 M€ sur la même période 2016. Cette moindre augmentation s'explique notamment par l'encaissement des créances de CICE de la période 2013 à 2016 pour un total de 21,8 M€, au travers de remboursement par l'Etat ou de financement de créance. Ramenée en jours de chiffre d'affaires, elle représente désormais 32 jours au 30 juin 2017 contre 37 jours au 30 juin 2016.

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement s'est élevé à 14,8 M€ sur les six premiers mois de 2017 à comparer à 6,8 M€ sur la même période en 2016. Il se décompose en :

- Investissements pour 16,8 M€ en 2017 à comparer à 13,5 M€ en 2016 : comparé au chiffre d'affaires, les investissements sont en baisse à 2,6% en 2017 par rapport à 2,9% en 2016, marqué par la préparation de très nombreux démarrages ;
- Cessions pour 1,9 M€ en 2017 à comparer à 6,7 M€ en 2016 qui avait notamment enregistré des ventes d'équipements, des reprises de matériel par des fournisseurs et des remboursements de cautions.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

Au total, les opérations de financement ont consommé 10,3 M€ de trésorerie courante nette sur les six premiers mois de 2017 contre une consommation de 16,3 M€ sur les six premiers mois de 2016.

- Les remboursements nets d'emprunts sont en baisse par rapport au premier semestre 2016 (15,8 M€ contre 27,7 M€) notamment du fait d'un remboursement anticipé de 4,5 M€ sans pénalité au cours du 1^{er} semestre 2016 du crédit d'acquisition de CEPL en complément de l'échéance annuelle de 12,5 M€ payée en février 2016, et de l'arrêt du crédit bail immobilier sur l'entrepôt vendu fin 2016
- Comme indiqué plus haut, les charges financières nettes restent quasi-stables à 2,2 M€ au premier semestre 2017,
- Les opérations sur actions propres correspondent aux opérations dans le cadre du contrat de liquidité du Groupe, et les augmentations de capital à la souscription de BSA ou équivalents.

Compte tenu de ces différents éléments et après prise en compte des effets de change, la trésorerie courante nette du Groupe a diminué de -15,1 M€ sur le premier semestre 2017 pour atteindre 73,9 M€, contre une diminution de -30,7 M€ sur le premier semestre 2016.

2.4 Bilan consolidé

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2017	31/12/2016
Actifs non courants	297,7	295,9
Clients	226,0	224,6
Fournisseurs	(181,5)	(188,9)
Dettes fiscales et sociales	(137,9)	(152,5)
Autres créances (dettes) nettes et provisions	2,0	17,4
Besoin (ressource) en fonds de roulement	(95,4)	(99,4)
Dette financière nette	57,1	51,1
Capitaux propres part du groupe	137,4	138,3
Intérêts minoritaires	7,8	7,1
Capitaux propres	145,2	145,4

Les actifs non courants sont en légère hausse par rapport au 31 décembre 2016 avec un rythme d'investissements supérieurs aux amortissements sur le premier semestre 2017.

Le besoin en fonds de roulement représente une ressource nette de 95,4 M€ au 30 juin 2017, en baisse de 4,0 M€ par rapport au 31 décembre 2016. Cette ressource représente 9 jours de chiffres d'affaires au 30 juin 2017, en baisse par rapport au 31 décembre 2016 (14 jours) essentiellement liée à la saisonnalité des dettes fiscales et sociales.

Au cours du premier semestre 2017, la dette financière du groupe se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Crédit bancaire d'acquisition	104,5	109,8
Locations financement d'actifs	12,6	14,1
Autres dettes financières	13,9	16,1
Dette financière brute	131,0	140,0
Trésorerie courante nette	73,9	89,0
Dette financière nette	57,1	51,0

Dans le cadre de l'acquisition du groupe Logiters, et du refinancement du solde de l'emprunt d'acquisition pour le groupe CEPL, le Groupe a contracté en août 2016 un emprunt bancaire d'un montant initial de 112,0 millions d'euros, amortissable sur 5 ans.

Cet emprunt est assorti du covenant suivant : au 30 juin et au 31 décembre de chaque exercice, le ratio de Dettes financières nettes de la trésorerie courante / Résultat opérationnel courant avant dépréciations et amortissements doit être inférieur à 2,5. Au 30 juin 2017, ce ratio est respecté.

Au 30 juin 2017, les locations financement concernent principalement des contrats de location financement d'équipements et aménagements des entrepôts (chariots, systèmes d'information, surveillance et contrôle d'accès, mécanisation).

Au 30 juin 2017, la quasi-totalité de la dette financière du Groupe (sous forme d'emprunt bancaire, de crédit-bail ou de contrat de location financement) est contractée par des entités juridiques françaises. Après prise en compte des contrats de couverture de taux d'intérêt, environ 50% de la dette financière reste libellée en taux variable.

Les capitaux propres sont restés quasiment stables par rapport au 31/12/2016 à 145,2 M€.

2.5 Evolution récente et perspectives

- **Saisonnalité**
Le Groupe ne présente pas une forte saisonnalité de son chiffre d'affaires même si, compte tenu de la typologie de son portefeuille client et de son profil de croissance, et hors arrêt d'activité significatif, le chiffre d'affaires du second semestre est en général légèrement supérieur à celui du premier semestre.
En revanche, l'activité du 1er semestre connaît une volatilité plus forte des volumes traités avec des écarts plus importants entre les points hauts et les points bas d'activité qu'au deuxième semestre. Cette volatilité se traduit par une moins bonne productivité des opérations et un résultat opérationnel courant du premier semestre en général inférieur à celui du second semestre.
- **Impact des démarrages de nouveaux dossiers**
La saisonnalité peut être impactée par le poids des démarrages de nouveaux dossiers qui généralement se traduisent par des pertes la première année d'exploitation. Ainsi, les nombreux démarrages de 2016, et en particulier du 2^{ème} semestre 2016, ont continué à impacter le résultat opérationnel courant du premier semestre 2017.

2.6 Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes concernant le Groupe tels que détaillés au chapitre 2 du Document de Référence enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 26 avril 2017 n'ont pas évolué de façon significative au 30 juin 2017.

3 ETATS FINANCIERS RESUMES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	30/06/2016
Chiffre d'affaires		658 274	460 945
Achats et charges externes		(364 982)	(240 526)
Charges de personnel		(265 313)	(194 883)
Impôts et taxes		(7 381)	(6 890)
Autres produits (charges) courants		458	449
(Dotations) reprises nettes aux provisions		2 339	5 840
Dotations nettes aux amortissements		(13 570)	(10 477)
Résultat opérationnel courant avant amortissement des relations clientèles		9 825	14 458
Amortissement des relations clientèles		(644)	(269)
Produits (charges) non courants		(3 238)	-
Résultat opérationnel		5 944	14 189
Produits financiers	Note 9	650	976
Charges financières	Note 9	(3 323)	(3 821)
Résultat du groupe avant impôt		3 270	11 344
Impôt sur le résultat	Note 10	(2 755)	(4 787)
Quote part de résultats des entreprises associées		148	(48)
Résultat net de l'ensemble consolidé		663	6 509
Dont part des intérêts minoritaires		831	446
Dont part du groupe		(168)	6 063
Résultat net part du groupe par action			
de base (en euros)	Note 11	(0,03)	1,09
dilué (en euros)	Note 11	(0,03)	1,02

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016
Résultat net de l'ensemble consolidé	663	6 509
Actualisation des provisions retraite nette d'impôt	(309)	25
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés au compte de résultat	(309)	25
Ecarts de conversion nets d'impôt	(1 049)	423
Autres éléments net d'impôts	188	49
Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat, nets d'impôt	(861)	472
Résultat global	-507	7 006
Dont part des intérêts minoritaires	723	526
Dont part du groupe	-1 229	6 479

BILAN CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Ecarts d'acquisition	Note 1	169 268	168 417
Immobilisations incorporelles	Note 1	19 924	20 635
Immobilisations corporelles	Note 2	84 537	83 427
Titres des entreprises associées		882	734
Autres actifs financiers non courants		11 911	12 376
Impôts différés actifs		11 227	10 293
Actifs non courants		297 749	295 882
Stocks		85	97
Clients	Note 3	226 022	224 562
Autres créances	Note 3	43 516	58 112
Autres actifs financiers courants		9 760	14 429
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 4	73 962	88 988
Actifs courants		353 345	386 188
Total de l'actif		651 094	682 070
Capital social	Note 5	2 798	2 795
Primes	Note 5	54 317	53 841
Ecarts de conversion		(7 474)	(6 518)
Réserves consolidées		87 885	72 715
Résultat de l'exercice		(168)	15 490
Capitaux propres part du groupe		137 358	138 323
Intérêts minoritaires		7 812	7 089
Capitaux propres		145 170	145 412
Dettes financières à plus d'un an	Note 6	99 303	114 114
Provisions à long terme	Note 7	21 311	20 630
Impôts différés passifs		1 390	1 279
Passifs non courants		122 004	136 023
Provisions à court terme	Note 7	11 664	12 410
Dettes financières à moins d'un an	Note 6	31 723	25 938
Autres passifs financiers courants		-	-
Découverts bancaires	Note 4	61	10
Fournisseurs	Note 8	181 523	188 890
Autres dettes	Note 8	158 949	173 387
Passifs courants		383 920	400 635
Total du passif		651 094	682 070

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Note	30/06/2017	30/06/2016
Résultat net		663	6 509
Dotations nettes aux amortissements et provisions		13 471	5 534
Variation de la juste valeur des instruments financiers		-	(191)
Quote-part de résultat non distribué des entreprises associées		(148)	(49)
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés		(360)	(108)
Variation du besoin en fonds de roulement	Note 12	(3 694)	(24 238)
Flux net de trésorerie généré par l'activité après coût de l'endettement financier net et impôt		9 932	(12 543)
Charge d'impôts	Note 10	2 755	4 787
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	Note 9	2 244	2 311
Flux net de trésorerie généré par l'activité avant coût de l'endettement financier net et impôt		14 931	(5 445)
Impôts versés		(3 911)	(2 292)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		11 020	(7 737)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Notes 1- 2	(15 976)	(12 460)
Acquisitions d'immobilisations financières		(781)	(887)
Dettes sur acquisitions d'immobilisations		-	(190)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		843	5 501
Cessions d'immobilisations financières		1 085	1 229
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(14 829)	(6 807)
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	Note 9	(2 244)	(2 311)
Emission d'emprunts		7 460	13 409
Remboursements d'emprunts		(15 808)	(27 686)
Opérations sur actions propres		(214)	137
Distribution de dividendes à des minoritaires		-	-
Augmentation de capital		479	137
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(10 327)	(16 314)
Effets de change		(941)	145
Variation de la trésorerie courante nette		(15 077)	(30 713)
Trésorerie courante nette à l'ouverture	Note 4	88 978	69 728
Trésorerie courante nette à la clôture	Note 4	73 901	39 015

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différences de conversion	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Au 1er janvier 2016	2 793	53 569	75 726	(7 751)	124 337	6 328	130 665
Résultat net 1er semestre 2016	-	-	6 063	-	6 063	446	6 509
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	38	380	418	79	497
Actions propres	-	-	137	-	137	-	137
Augmentation de capital	1	135	-	-	136	-	136
30 juin 2016	2 794	53 704	81 964	(7 371)	131 091	6 853	137 944
Résultat net 2ème semestre 2016	-	-	9 427	-	9 427	1 476	10 903
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(2 646)	853	(1 793)	(194)	(1 987)
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	(1 046)	(1 046)
Actions propres	-	-	(540)	-	(540)	-	(540)
Augmentation de capital	1	137	-	-	138	-	138
31 décembre 2016	2 795	53 841	88 205	(6 518)	138 323	7 089	145 412
Résultat net 1er semestre 2017	-	-	(168)	-	(168)	831	663
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(106)	(956)	(1 062)	(108)	(1 170)
Actions propres	-	-	(214)	-	(214)	-	(214)
Augmentation de capital	3	476	-	-	479	-	479
30 juin 2017	2 798	54 317	87 717	(7 474)	137 358	7 812	145 170

NOTES ANNEXES

1 INFORMATIONS GENERALES

ID Logistics Group SA est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé au 410, route du Moulin de Losque 84300 Cavaillon. ID Logistics Group SA et ses filiales (ci-après le « Groupe ») exercent leurs activités dans le métier de la logistique, en France et dans une dizaine de pays.

Les états financiers consolidés du Groupe au 30 juin 2017 ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 30 août 2017. Sauf indication contraire, ils sont présentés en milliers d'euros.

Il n'y a pas de saisonnalité marquée de l'activité du Groupe à fin juin 2017 en terme de chiffre d'affaires.

2 BASE DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2.1 Comptes intermédiaires

En application du Règlement européen n° 1606-2002, les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe ID Logistics au 30 juin 2017 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, disponibles à l'adresse web id-logistics.com.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2017 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés 2016, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 - Evolution des règles et méthodes comptables - infra.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. L'estimation de ce taux effectif annuel intègre notamment l'effet attendu des opérations d'optimisation fiscale. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année.

2.2 Evolution des règles et méthodes comptables

2.2.1 Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union Européenne et obligatoires pour l'exercice 2017

Les normes, amendements et interprétations suivants d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2017 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers :

- Amendements à IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir
- Amendements à IAS 12 – Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées
- Améliorations annuelles du cycle 2014-2016.

2.2.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations non obligatoires pour l'exercice 2017

Le groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et amendements suivants :

- IFRS 9 – Instruments financiers
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires obtenus de contrats conclus avec des clients
- IFRS 16 – Contrats de location
- Amendements à IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir
- Amendements à IAS 12 – Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise
- Amendements à IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions
- Amendements à IFRS 4 « Application d'IFRS 9 avec IFRS 4 »
- IFRIC 22 – Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée
- Amendements à IFRS 15 « Clarification à la norme IFRS 15 »

Le groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Le Groupe n'a connu aucune variation de périmètre au cours du premier semestre 2017.

4 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à IFRS 8 – "Secteurs opérationnels", l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges ;
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Principal Décideur Opérationnel du Groupe a été identifié comme étant le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué qui prennent collégialement les décisions stratégiques.

Les secteurs opérationnels, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont les secteurs France et International.

Le secteur France est composé des filiales ayant leur siège social en France métropolitaine.

Le secteur International est composé des filiales qui ont leur siège social dans les pays suivants : Allemagne, Argentine, Afrique du Sud, Belgique, Brésil, Chine, Espagne, Ile de la Réunion, Indonésie, Maroc, Pays-Bas, Russie, Pologne, Portugal et Taiwan.

Les actifs immobilisés sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles. Ils n'incluent pas les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles, les impôts différés actifs ou passifs et les actifs financiers non courants.

L'information sectorielle présentée aux principaux décideurs et relative aux opérations se poursuivant est présentée ci-après :

	30/06/2017			30/06/2016		
	France	Inter national	Total	France	Inter national	Total
Chiffre d'affaires	311 040	348 913	659 953	279 510	184 486	463 996
Chiffre d'affaires inter-secteurs	(1 403)	(276)	(1 679)	(1 874)	(1 177)	(3 051)
Chiffre d'affaires net	309 637	348 637	658 274	277 636	183 309	460 945
Résultat opérationnel courant avant amortissement des relations clientèles	7 032	2 793	9 825	14 644	(186)	14 458
Résultat opérationnel	6 584	(640)	5 944	14 375	(186)	14 189
Flux de trésorerie généré par l'activité	6 490	4 530	11 020	(35 650)	27 912	(7 738)
Investissements	9 299	6 677	15 976	3 838	8 622	12 460
Actifs immobilisés	138 113	135 616	273 729	158 409	59 191	217 600
Effectifs	5 847	12 210	18 057	5 234	8 734	13 968

5 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET DE LEURS VARIATIONS

5.1 Notes sur le bilan

Note 1 : Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

	Ecarts d'acquisition	Logiciels	Relations clientèles et autres	TOTAL
Valeur brute :				
Au 1er janvier 2017	168 417	13 353	20 835	202 605
Acquisitions	-	1 293	1 361	2 654
Cessions	-	(573)	(603)	(1 176)
Autres (reclassements, variation de périmètre...)	851	1 349	(970)	1 230
Ecart de change	-	(26)	(235)	(261)
Au 30 juin 2017	169 268	15 396	20 388	205 052
Amortissements cumulés et pertes de valeurs				
Au 1er janvier 2017	-	10 211	3 342	13 553
Charge d'amortissement	-	-	-	-
Dépréciations	-	1 388	1 975	3 363
Cessions	-	(573)	(602)	(1 175)
Autres (reclassements, variation de périmètre...)	-	(681)	1 059	378
Ecart de change	-	(183)	(76)	(259)
Au 30 juin 2017	-	10 162	5 698	15 860
Montant net :				
Au 30 juin 2017	169 268	5 234	14 690	189 192

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition, des relations clientèles, des autres immobilisations incorporelles et des titres des entreprises associées est revue au minimum une fois par an et lorsque des événements ou des circonstances indiquent

qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. De tels évènements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés devient durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Au 30 juin 2017, le Groupe a procédé à une revue des indicateurs de perte de valeur susceptibles d'entraîner une réduction de la valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des titres des entreprises associées. Aucun indice de perte de valeur n'a été détecté.

L'affectation du prix d'acquisition aux actifs et passifs de Logiters en date du 23 août 2016 a été déterminée sur la base d'estimations de leurs justes valeurs au 1er septembre 2016. Conformément à la norme IFRS 3, le groupe dispose d'un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'allocation du prix d'acquisition aux actifs, passifs et passifs éventuels de Logiters. Aucune modification significative à ce stade n'a été apportée.

L'affectation du prix d'achat, provisoire au 30 juin 2017, se présente de la façon suivante :

	Montants
Relations clients amortissables sur 11 ans	8 200
Autres actifs non courants	19 927
Besoin en fonds de roulement	12 678
Provisions courantes	(8 617)
Trésorerie courante	1 650
Dettes financières opérationnelles	(35 593)
Total actif net réévalué	(1 755)
Coût d'acquisition des titres	50 542
Ecart d'acquisition	52 297

Note 2 : Immobilisations corporelles

	Terrains & constructions	Installations, matériels & équipements	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	TOTAL
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2017	45 431	64 767	39 240	4 644	154 082
Acquisitions	215	2 753	3 975	6 379	13 322
Cessions	(467)	(3 694)	(2 254)	5	(6 410)
Variation de périmètre	-	(137)	-	-	(137)
Ecart de change	(665)	(410)	(664)	(28)	(1 767)
Reclassement	4 883	12 502	5 567	(3 475)	19 477
Au 30 juin 2017	49 397	75 781	45 864	7 525	178 567
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2017	13 666	38 607	18 372	10	70 655
Charge d'amortissement	2 130	5 429	3 291	-	10 850
Dépréciations	-	-	-	-	-
Cessions	(595)	(3 637)	(1 694)	-	(5 926)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de change et reclassement	4 597	12 041	1 823	(10)	18 451
Au 30 juin 2017	19 798	52 440	21 792	-	94 030
Montant net :					
Au 30 juin 2017	29 599	23 341	24 072	7 525	84 537

Note 3 : Clients et autres débiteurs courants

	30/06/2017	31/12/2016
Clients et comptes rattachés	228 764	228 218
Provisions pour dépréciation	(2 742)	(3 656)

Total des clients - valeur nette	226 022	224 562
Créances fiscales et sociales	33 605	50 308
Charges constatées d'avance	9 911	7 804
Total des autres créances - valeur nette	43 516	58 112

Note 4 : Trésorerie courante nette

	30/06/2017	31/12/2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	73 962	88 988
Découverts bancaires	(61)	(10)
Trésorerie courante nette	73 901	88 978

La trésorerie du Groupe qui ressort à 73.901 K€ au 30 juin 2017 comprend des liquidités, des dépôts bancaires à vue ainsi que des valeurs mobilières de placement de nature monétaire (pour un montant de 4.246 K€).

Note 5 : Capital émis et primes

	Primes en euros	Montant en euros	Nombre d'actions
Au 1er janvier 2017	53 840 805	2 794 941	5 589 881
Exercice de BSPCE	475 930	3 500	7 000
Au 30 juin 2017	54 316 735	2 798 441	5 596 881

Le Groupe a une seule classe d'actions ordinaires donnant droit aux mêmes dividendes.

Note 6 : Passifs financiers

	30/06/2017	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans
Courants				
Emprunts bancaires	20 962	20 962		
Locations financements	5 394	5 394		
Affacturage	4 757	4 757		
Autres dettes financières	610	610		
Total courants	31 723	31 723		
Non courants				
Emprunts bancaires	92 102		92 102	
Locations financements	7 201		7 106	95
Total non courants	99 303		99 208	95
Total des dettes financières	131 026	31 723	99 208	95

Répartition des dettes financières par taux et par devises	Montants	Devise	Taux
Emprunt	104 504	EUR	Variable
Emprunt	2 723	EUR	Fixe
Emprunt	957	CNY	Fixe
Emprunt	595	PLN	Variable
Emprunt	4 285	BRL	Variable
Affacturage	4 757	EUR	Variable
Locations financements	730	BRL	Fixe
Locations financements	180	ARS	Fixe
Locations financements	1 482	PLN	Fixe
Locations financements	59	ZAR	Fixe
Locations financements	9 644	EUR	Fixe
Locations financements	500	EUR	Variable
Autres dettes	610	EUR	Fixe
Totaux	131 026		

Note 7 : Provisions

	Risques sociaux et fiscaux	Risques d'exploitation	Avantages au personnel	Total
Au 1er janvier 2017	4 990	7 420	20 630	33 040
Dotations	1 927	3 196	917	6 040
Reprises utilisées	(1 114)	(4 103)	(236)	(5 453)
Reprises sans objet	(500)	-	-	(500)
Autres variations (périmètre, change, reclassement...)	(137)	(15)	-	(152)
Au 30 juin 2017	5 166	6 498	21 311	32 975
Dont provisions courantes	5 166	6 498	-	11 664
Dont provisions non courantes	-	-	21 311	21 311

Les provisions pour risques d'exploitation concernent principalement des litiges (clients, bailleurs, etc).

Note 8 : Fournisseurs et autres dettes

	30/06/2017	31/12/2016
Fournisseurs et comptes rattachés	181 523	188 890
Dettes fiscales et sociales	137 920	152 471
Avances et acomptes reçus	7 133	3 145
Autres dettes courantes	5 576	5 196
Produits constatés d'avance	8 320	12 575
Total des autres dettes	158 949	173 387

Les dettes fournisseurs et les autres créiteurs ont tous une date d'échéance à moins d'un an à l'exception de certains produits constatés d'avances qui sont étalés sur la durée des contrats clients.

6.2 Notes sur le compte de résultat

Note 9 : Résultat financier

	30/06/2017	30/06/2016
Intérêts et produits financiers assimilés	650	622
Intérêts et charges financières assimilées	(2 894)	(2 934)
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	(2 244)	(2 312)
Comptabilisation à la juste valeur des instruments financiers	-	95
Actualisation des éléments bilantiels	(120)	(196)
Autres charges financières	(309)	(432)
Autres charges financières nettes	(429)	(533)
Total	(2 673)	(2 845)

Les intérêts et charges assimilées se rapportent essentiellement aux emprunts bancaires, dettes de location financement et découverts bancaires.

Note 10 : Impôts sur les sociétés

	30/06/2017	30/06/2016
Profit (charge) net d'impôt courant	(173)	(2 377)
Cotisation sur la valeur ajoutée	(2 582)	(2 410)
Total	(2 755)	(4 787)

Note 11 : Résultats nets par action

Le nombre moyen d'actions a évolué comme suit :

(en unités)	30/06/2017	30/06/2016
Nombre moyen d'actions émises	5 590 631	5 586 131
Nombre moyen d'actions propres	(5 956)	(9 403)
Nombre moyen d'actions	5 584 675	5 576 728
Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise	26 000	35 000
Bons de souscription d'actions	343 091	329 131
Nombre total moyen d'actions diluées	5 953 766	5 940 859

6.3 Autres informations

Note 12 : Variation du besoin en fonds de roulement

	30/06/2017	30/06/2016
Variation des stocks	12	-
Variation des créances clients	(3 432)	(24 514)
Variation des dettes fournisseurs	(5 756)	(10 714)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(9 176)	(35 228)
Variation des autres créances	17 580	1 747
Variation des autres dettes	(12 098)	9 243
Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation	5 482	10 990
Variation du besoin en fonds de roulement	(3 694)	(24 238)

Note 13 : Transactions avec des sociétés apparentées (parties liées)

Les transactions intervenues à des conditions normales de marché entre le Groupe et les sociétés apparentées sont les suivantes :

Société	Nature du lien	Nature de la transaction	Produit ou (charge)		Solde bilan débit ou (crédit)	
			30/06/2017	30/06/2016	30/06/2017	30/06/2016
Comète	Dirigeant commun	Prestations de services	(225)	(225)	(422)	(358)
Financière ID	Actionnaire commun	Prestations de services	128	128	153	128
SAS Logistics II	Dirigeant commun	Prestations de services	22	-	8	-

Les transactions avec les entreprises consolidées selon la méthode de mise en équivalence sont des prestations de services administratifs courants, conclues à des conditions normales de marché pour des montants totaux non significatifs au regard de l'activité du Groupe.

Note 14 : Rémunération des dirigeants

Le président du Conseil d'administration ne perçoit aucune rémunération de la part du Groupe. Il est rémunéré par la société Comète, dont il est actionnaire à 95,97% et qui a conclu des conventions de services avec différentes filiales du Groupe. Les services visés dans ces conventions comprennent notamment des prestations de management et de direction en matière de stratégie et de développement commercial.

Les montants relatifs aux prestations mentionnées ci-dessus sont indiqués en note 13.

Rémunérations brutes allouées aux autres membres du Conseil d'Administration

	30/06/2017	30/06/2016
Nature de la charge		
Rémunération brute totale	276	339
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Autres avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat	-	-

Note 15 : Engagements et éventualités

Les engagements contractés par le groupe à la date de clôture sont les suivants :

	30/06/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Locations immobilières	246 699	283 644
Locations mobilières	60 171	42 315
Garanties maison mère *	10 652	10 652
Dettes financières soumises à covenant	106 400	112 000
Engagements reçus		
Cautions bancaires	23 436	27 298

* Les garanties maison-mère indiquées ne comprennent pas les garanties données pour des engagements sur des locations ou des dettes avec covenants par ailleurs déjà indiquées sur les lignes correspondantes.

La ventilation des engagements donnés en matière de locations mobilières et immobilières est la suivante :

	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Au 30 juin 2017				
Locations immobilières	77 448	158 541	10 710	246 699
Location mobilières	25 443	34 637	91	60 171

Le montant des lignes de crédit autorisées non utilisées au 30 juin 2017 s'élève à 10.270 K€ sous forme de location financement et 38.500 K€ sous forme de crédit.

Note 16 : Information financière pro forma

1. Base de présentation

1.1 Hypothèses de construction

Les informations financières pro forma consolidées pour le semestre clos le 30 juin 2016 (ci-après « Informations Financières pro forma ») sont établies en milliers d'euros et reflètent le regroupement d'ID Logistics et de Logiters en utilisant la méthode de l'acquisition d'après les normes IFRS, comme s'il était intervenu le 1er janvier 2016.

Les Informations Financières pro forma sont présentées exclusivement à titre d'illustration et ne constituent pas une indication des résultats des activités opérationnelles ou de la situation financière du nouveau Groupe issue de l'opération si l'acquisition avait été réalisée le 1er janvier 2016. Elles ne sont pas non plus indicatives des résultats des activités opérationnelles à venir ou de la situation financière future du nouveau Groupe.

Seuls les ajustements pro forma se rapportant directement à l'acquisition et pouvant être documentés et estimés de manière fiable sont pris en compte. Les Informations Financières pro forma ne tiennent pas compte rétroactivement au 1er janvier 2016 d'économie de coût ou d'autres synergies qui résultent de l'acquisition.

Les Informations Financières pro forma ont été préparées à partir des états financiers consolidés IFRS d'ID Logistics Group au 30 juin 2016 et d'une situation financière consolidée IFRS de Logiters au 30 juin 2016.

1.2 Base de préparation et de présentation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés de Logiters pour la période du 1er janvier au 30 juin 2016 ont été préparés conformément aux règles et méthodes comptables d'ID Logistics Group décrites à la Note 2 « Base de préparation et de présentation des états financiers consolidés » et à la Note 4 « Principes et méthodes comptables » des notes aux comptes consolidés 2016.

1.3 Opérations intragroupe

Il n'existait pas avant l'acquisition, de transactions entre Logiters et ID Logistics. Depuis l'acquisition, toute transaction effectuée entre Logiters et ID Logistics est qualifiée d'opération intragroupe. Les achats et ventes entre les sociétés du nouveau Groupe ont été éliminés dans la préparation des Informations Financières pro forma.

2. Informations Financières pro forma d'ID Logistics Group au 30 juin 2016

	ID Logistics Group Publié 30/06/2016	Logiters Données 01/01- 30/06/2016	Retraitements Pro forma	ID Logistics Group Proforma 30/06/2016
Chiffre d'affaires	460 945	126 139		587 084
Dotations aux amortissements	(10 477)	(2 117)		(12 594)
Résultat opérationnel courant avant amortissement des relations clientèles	14 458	3 678		18 136
Amortissement des relations clientèles	(269)	-	(375)	(644)
Charges non courantes	-	-		-
Résultat financier	(2 845)	(352)	(49)	(3 246)
Résultat avant impôt	11 344	3 326	(424)	14 246
Résultat associés	(48)	-	-	(48)
Impôt sur le résultat	(4 787)	(832)	106	(5 513)
Résultat net consolidé	6 509	2 494	(318)	8 685

3. Retraitements pro forma

Comme indiqué plus haut, les données de Logiters ne tiennent pas compte rétroactivement au 1er janvier 2016 d'économie de coût ou d'autres synergies qui résultent de l'acquisition.

En revanche, les éléments ci-dessous du compte de résultat de Logiters ont été ajustés dans la préparation des Informations Financières pro forma.

3.1 Ajustements liés à l'affectation du prix d'acquisition

Le calcul et l'affectation du prix d'acquisition sont présentés dans la note 1 « Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles ».

Dans le cadre du calcul et de l'affectation du prix d'acquisition, la constatation d'une Relation clientèles génère une charge d'amortissement complémentaire qui, pour les besoins de la préparation des Informations Financières pro forma, a été considérée avec effet dès le 1er janvier 2016, pour un montant de 375 K€ du 1er janvier au 30 juin 2016.

3.2 Ajustements liés au financement de l'acquisition

Un emprunt bancaire de 112 M€ a été contracté dont :

- 50,5 M€ en versement aux actionnaires de Logiters pour l'acquisition de 100% de leurs titres
- 34 M€ en refinancement de la dette existante de Logiters à la date de l'acquisition
- 27,5M€ en refinancement du solde du prêt de 75M€ initialement contracté dans le cadre de l'acquisition du groupe CEPL en juillet 2013

En complément, l'emprunt bancaire de 112 M€ a fait l'objet d'une couverture de taux d'intérêt via un cap conclu en février 2017.

Les Informations Financières pro forma ont été ajustées comme si cet emprunt bancaire d'acquisition et le cap de taux d'intérêt correspondant avaient été contractés au 1er janvier 2016 :

- Les intérêts de l'emprunt de 112 M€ ont été extrapolés prorata temporis générant une charge financière supplémentaire de 576 K€ avant impôts ;
- Le montant des commissions bancaires liées à la mise en place du crédit d'acquisition est comptabilisé en déduction de l'emprunt et amorti sur la durée du crédit, soit 5 ans. Pour la préparation des Informations Financières pro forma, la dotation aux amortissements correspondante a été extrapolée prorata temporis générant une charge financière supplémentaire de 246 K€ ;
- La prime versée dans le cadre du contrat du cap de taux d'intérêts conclu en février 2017 a été extrapolée sur une année pleine avec effet au 1er janvier 2016. Cette extrapolation génère une charge supplémentaire de 17 K€ avant impôts
- En contrepartie, les intérêts des dettes refinancées et leurs coûts accessoires (swap, amortissement de commission bancaire, etc) sur la période du 1er janvier au 30 juin 2016 ont été neutralisés pour un montant total de 790 K€ avant impôts.

3.3 Ajustements d'impôts

L'impôt sur le résultat a été estimé en appliquant sur les retraitements pro forma et le résultat de la période du 1er janvier au 31 août 2016 le taux d'impôt théorique espagnol de 25,00% pour 2016.

4. Saisonnalité

Comme ID Logistics, Logiters ne présente pas une forte saisonnalité de son chiffre d'affaires. En revanche, alors que les activités historiques d'ID Logistics enregistrent un résultat opérationnel courant du premier semestre en général inférieur à celui du second semestre, celles de Logiters sont plus équilibrées entre les deux semestres.

Note 17 : Evènements postérieurs à la clôture

Néant

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

« Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société ID LOGISTICS GROUP relatifs à la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 11 septembre 2017

Les Commissaires aux Comptes

CFG Audit
Philippe JOUBERT

Deloitte & Associés
Albert AIDAN »